

et dangereux inspire des craintes sérieuses à ceux qui, dans ce pays comme ailleurs, se livrent à l'étude approfondie des problèmes politiques et sociaux. Et que font ces monopoleurs ? Ils sont en train de mettre la main sur toutes les grandes voies ferrées, les grandes routes qui servent au transport, et toutes les grandes industries. Ils sont devenus si puissants que ceux qui se préoccupent réellement des intérêts du pays commencent à envisager l'avenir avec anxiété. Ces trusts immolent les intérêts du peuple, et bien que je ne prétende point qu'il y eût de rapport direct entre le développement de ces institutions et l'assassinat du président McKinley, je dis néanmoins qu'à ce moment-là les esprits furent plus alarmés que jamais à la vue des proportions gigantesques que prenaient ces monopoles, proportions qui semblaient faire présager quelque désastre social pour la nation. Si on veut avoir un exemple de la puissance acquise par ces corporations et de la tyrannie qu'elles exercent, j'appellerais l'attention de la Chambre sur la production et la distribution du charbon aux Etats-Unis. S'il est un bienfait plus grand que tous ceux qu'il a plu à la bonté divine de répandre sur ce continent, c'est bien celui des houillères assez riches pour que le peuple se procure le charbon à raison de \$1 la tonne. Mais voici que ces houillères sont tombées aux mains des monopoleurs, que ceux-ci se sont alliés aux compagnies de transport et que, par suite, le charbon se vend maintenant au prix énorme de \$4, \$5 et \$6 la tonne, alors qu'il ne devrait se vendre que \$1.50 tout au plus.

Ces vastes corporations tyrannisent leur personnel. Comme je le disais à Toronto, il y a quelque temps, elles sont devenues tellement arbitraires que pas un seul de leurs employés n'ose plus avouer qu'il dépasse la quarantaine. Il faut dire aussi que, comme pendant à cette tyrannie, le commerce de teinture pour les cheveux a pris des proportions énormes aux Etats-Unis.

QUELQUES DEPUTES : Très bien !

M. MACLEAN : Ce que je dis là peut faire sourire, mais il n'en reste pas moins vrai que ces corporations sont devenues si tyranniques, aux Etats-Unis, qu'un individu dont l'âge dépasse quarante ans ne peut y tenir un emploi. Elles n'ont pas augmenté les gages de leurs employés, comme elles auraient dû le faire ; au contraire, elles les ont réduits. Elles sont devenues plus tyranniques encore en créant des offenses insignifiantes dont les auteurs sont punis par la perte de leur emploi.

Le grand peuple américain, qui prétend que son pays est le berceau de la liberté, gémit aujourd'hui sous un esclavage pire que celui qui existait aux Etats-Unis avant la guerre civile. On peut croire que j'exagère, mais il n'y a pas le moindre doute que l'on marche vers l'esclavage aujourd'hui sur le continent américain. Les syndicats et les corporations imposent un esclavage pire que tous ceux

qui ont existé jusqu'ici, et je profite de cette occasion pour mettre le Canada en garde et lui dire d'éviter si possible de tomber dans d'état de choses qui existe aujourd'hui aux Etats-Unis. Les corporations s'emparent de tous les pouvoirs, de toutes les richesses, et, ce qu'il y a de pire, il y a danger que les libertés du peuple passent sous leur joug.

On nous dit que si les syndicats sont devenus tout puissants, la prospérité des individus a généralement augmenté aux Etats-Unis et au Canada. Je l'admetts dans une certaine mesure ; mais, comparé à l'immense développement des richesses des syndicats, celui de la prospérité individuelle se réduit à rien. La concentration de la richesse entre les mains de ces corporations constitue une menace pour le bonheur des Etats-Unis, et il en sera de même au Canada si les mêmes conditions viennent à exister ici. Non seulement les corporations aux Etats-Unis privent les gens de leur liberté, mais elles tiennent sous leur domination les corps législatifs de ce pays, la presse, et bientôt elles auront la magistrature. Chose certaine, c'est qu'elles conduisent les deux grands partis politiques des Etats-Unis.

Cet état de choses rend imminente une grande crise politique et sociale dans la République. Le peuple est mécontent des conditions existantes, il est mécontent de la puissance ascendante de ces corporations ; il est mécontent de voir ses libertés s'en aller une à une devant un servage qu'il sent prochain. Il va d'un côté ou d'un autre pour tâcher de se soustraire aux conditions existantes. Tel est le grave problème qui s'impose aujourd'hui à nos voisins. Les hommes qui ne sont pas seulement des politiciens, ceux qui étudient les grandes questions sociales signalent la nécessité qu'il y a de contrecarrer, par un moyen quelconque, le développement et la tyrannie des syndicats.

Maintenant, sommes-nous, au Canada, menacés par ces corporations ? A mon avis, nous le sommes. Chaque jour nous voyons, chez nous, des signes de leur développement dans des proportions qui sont une menace pour le peuple et pour ses institutions politiques. Voyez ce qui se passe dans notre parlement, dans nos législatures et dans nos conseils municipaux. Nous avons vu, ici même à Ottawa, se commettre, dans l'intérêt d'une corporation, des actes qui constituaient une véritable attaque sur les droits politiques du peuple. Voyez ce qui a eu lieu dans la législature de Québec. Cette province a été pillée par les syndicats. La ville de Montréal a été pareillement pillée par eux, au détriment de la population. Le même fait se produit aujourd'hui dans la législature d'Ontario. La même chose est arrivée dans la ville de Toronto, et où tout cela va-t-il aboutir ?

Dans le discours de Son Excellence il est fait allusion à la requête du chemin de fer Canadien du Pacifique qui demande le privilège d'émettre de nouvelles actions, et le gouvernement félicite le pays du fait que